

**Appel de Philippe RIO, Maire de Grigny (28.295 habitants)**  
**Nicolas SANSU, Maire de Vierzon (26.919 habitants)**  
**Serge LEPINE, Maire de Camplong-d'Aude (480 habitants)**  
**et Gilles LEPROUST, Maire d'Allonnes (11.252 habitants)**

## **Appel de Grigny, Plan Borloo, Gilets Jaunes : même mépris, même combat !**

Depuis trois semaines, de fortes mobilisations se développent dans notre pays sur fond de colère contre les fins de mois invivables.

Face à ce mouvement citoyen et démocratique, le Président de la République et son Premier Ministre répondent par du mépris et une arrogance humiliante.

Cette attitude nous rappelle la manière dont ils ont traité l'appel des habitants, des associations et des élus de banlieue en mai dernier. En effet, après l'appel de Grigny et le plan Borloo préparés par des milliers de personnes, la réponse fut : « rien à voir, circulez, on verra plus tard ! ». Et ce après la baisse des APL, des contrats aidés et crédits politiques de la ville. Ce mépris était prémonitoire de l'arrogance envers les autres habitants du rural et du périurbain.

Maires de villes et de villages populaires, nous nous reconnaissons dans cette mobilisation d'autant plus que nous sommes présents au quotidien sur le terrain avec les habitants pour exiger les moyens financiers nécessaires pour relever le défi de l'égalité. Nous entendons chaque jour, les souffrances, les appels au secours.

Ce mépris d'État est très dangereux pour la démocratie, pour notre République. En effet, habitants des quartiers et des campagnes n'en peuvent plus de la vie qui leur est faite. Ils ne demandent pas la lune, simplement de vivre décemment. La promesse de l'égalité républicaine s'est perdue sous l'ultralibéralisme et 10 ans de politiques non stop d'austérité.

Nombre de revendications émergeant du territoire sont possibles dès maintenant, qu'il s'agisse de l'annulation de l'augmentation programmée des carburants, de l'augmentation du SMIC et des salaires dès janvier (certains proposent plus 200 euros), du rétablissement de l'ISF, de réformes fiscales...

Pour résumer en une phrase ces demandes, le gouvernement doit entendre l'exigence de justice sociale.

La colère, souvent sourde dans nos quartiers et villages, s'exprime fortement sur tout le territoire et se traduit par le fait que 84 % de nos concitoyens soutiennent le mouvement.

Nous sommes respectueux de l'exigence d'indépendance du mouvement mais nous pensons que nous serons encore plus forts en étant « tous ensemble » comme le scandaient les Gilets Jaunes dans certaines manifestations.

L'heure est grave, il y a urgence, le pouvoir doit donner des signes forts tout de suite.

**Vivre ensemble, vivre en Grand la République pour une réconciliation nationale exige un changement de cap.**